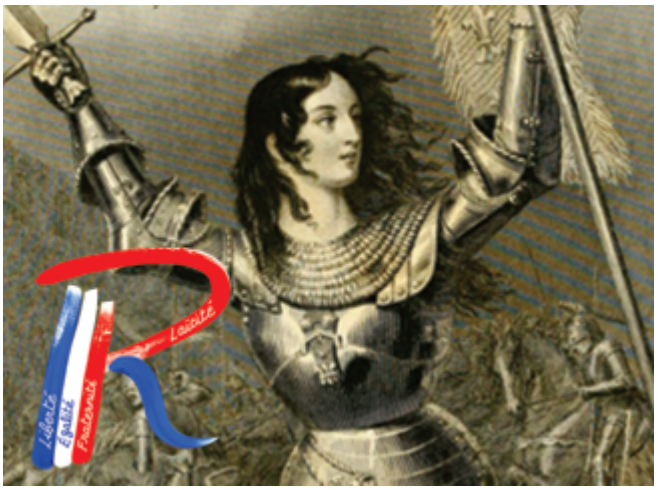
Guy Millière : la France s'enfonce régulièrement dans le chaos

écrit par Gigobleu | 12 août 2019



.

-Le président Macron n’a jamais dit à ceux qui ont perdu un œil ou une main… qu’il regrette l’extrême brutalité dont a fait preuve la police. Il a par contre demandé au Parlement français d’adopter une loi qui abolit presque complètement le droit de manifester et la présomption d’innocence, et qui permet d’arrêter n’importe qui, n’importe où, même sans motif. La loi a été adoptée.

-En juin, le Parlement français a adopté une autre loi qui punit sévèrement quiconque dit ou écrit quoi que ce soit qui puisse être considéré comme un « discours de haine ». La loi est si vague qu’un juriste américain, Jonathan Turley, s’est senti obligé de réagir. « La France », a-t-il écrit, « est devenue l’une des plus grandes menaces internationales contre la liberté d’expression ».

-La préoccupation principale de Macron et du gouvernement français ne semble pas être le risque d’émeutes, le mécontentement de la population, la disparition du christianisme, la désastreuse situation économique du pays, ou l’islamisation et ses conséquences. C’est plutôt le changement climatique.

.

Paris, Champs-Élysées. 14 juillet. Fête nationale. Juste avant que commence défilé militaire, le président Emmanuel Macron descend l'avenue dans une voiture officielle pour saluer la foule. Des milliers de personnes rassemblées le long de l'avenue crient » *Macron démission* », huent et lancent des insultes.

.

À la fin du défilé, quelques dizaines de personnes lâchent des ballons jaunes dans le ciel et distribuent des tracts disant: « *Les gilets jaunes ne sont pas morts.* » La police les disperse rapidement et fermement. Quelques instants plus tard, des centaines d'anarchistes «Antifa» arrivent, jettent des barrières de sécurité sur la chaussée pour tenter d'ériger des barricades, allument des feux et détruisent les devantures de plusieurs magasins. La police a du mal à maîtriser la situation, mais en début de soirée, au bout de quelques heures, elle rétablit le calme.

Quelques heures plus tard, des milliers de jeunes Arabes de banlieue se rassemblent près de l'Arc de Triomphe. Ils viennent pour « célébrer » à leur manière la victoire de l'équipe de football d'Algérie. Davantage de devantures de magasins sont brisées, et davantage de magasins sont pillés. Les drapeaux algériens sont partout. Des slogans se font entendre: « Vive l'Algérie », « La France est à nous », « A mort la France ». Des panneaux portant des noms de rue sont remplacés par des panneaux portant le nom d'Abd El Kader, le chef religieux et militaire qui s'est battu contre l'armée française au moment de la colonisation de l'Algérie. La police se limite à endiguer la violence aux fins qu'elle ne se propage pas.

.

Vers minuit, trois responsables du mouvement « gilet jaune » apparaissent à la télévision: ils sortent d'un commissariat et

disent à un journaliste qu'ils ont été arrêtés tôt ce matin-là et emprisonnés pour la journée. Leur avocat déclare qu'ils n'avaient rien fait de mal et qu'ils ont simplement été arrêtés « de manière préventive ». Il souligne qu'une loi votée en février 2019 permet à la police française d'arrêter toute personne soupçonnée de vouloir participer à une manifestation; aucune autorisation d'un juge n'est nécessaire pour cela, et aucun recours n'est possible.

Vendredi 19 juillet, l'équipe de football d'Algérie gagne à nouveau. Des jeunes Arabes se rassemblent en nombre près de l'Arc de Triomphe pour « célébrer » la victoire à nouveau. Les dégâts sont encore plus importants que huit jours auparavant. Davantage de policiers sont présents; ils ne font presque rien.

Le 12 juillet, deux jours avant le 14 juillet, plusieurs centaines de migrants clandestins entrent dans le Panthéon, le monument qui abrite les tombes de personnes qui ont joué un rôle majeur dans l'histoire de la France. Ils annoncent la naissance du mouvement des « Gilets noirs ». Ils exigent la « régularisation » de tous les immigrants clandestins présents sur le territoire français et la fourniture de logements pour chacun d'entre eux. La police est présente mais n'intervient pas. La plupart des manifestants s'en vont sans être inquiétés. Quelques personnes s'en prennent à la police et sont arrêtées.

.

La France aujourd'hui est un pays à la dérive. Les troubles et l'anarchie ne cessent de gagner du terrain. Le désordre fait désormais partie de la vie quotidienne. Les sondages montrent qu'une large majorité de la population rejette le président Macron, déteste son arrogance et ne lui pardonne pas son mépris pour les pauvres; la façon dont il a écrasé le mouvement des « gilets jaunes » sans avoir

prêté la moindre attention aux demandes les plus modestes des manifestants, telles que la possibilité que soient organisés des référendums citoyen comme cux qui existent en Suisse. Macron ne peut plus aller nulle part dans un lieu public sans risquer d'être confronté à un mouvement de colère.

Les « gilets jaunes » ont quasiment cessé de manifester et ont baissé les bras: un trop grand nombre d'entre eux ont été mutilés ou blessés. Leur mécontentement, néanmoins, est toujours là. Est susceptible d'exploser à nouveau.

La police française agit avec férocité face à des manifestants pacifiques, mais elle parvient difficilement à empêcher des groupes tels que les « Antifa » de provoquer des violences. En conséquence, à la fin de chaque manifestation, les « Antifa » agissent.

La police française semble particulièrement prudente face aux jeunes Arabes et aux migrants clandestins. Elle a reçu des ordres à cette fin. Les policiers français savent que les jeunes Arabes et les migrants clandestins peuvent aisément provoquer des émeutes de grande ampleur. Il y a trois mois, à Grenoble, la police a poursuivi des jeunes Arabes qui avaient commis un délit et qui fuyaient sur une moto volée. Ils ont eu un accident au cours de leur fuite. Cinq jours de pillages ont suivi.

Le président Macron a l'allure d'un dirigeant autoritaire face aux pauvres mécontents. Il n'a jamais dit à ceux qui ont perdu un œil ou une main, ou qui ont subi une lésion cérébrale irréversible qu'il regrette l'extrême brutalité dont a fait preuve la police. **Il a par contre demandé au Parlement français d'adopter une loi qui abolit presque complètement le droit de manifester et la présomption d'innocence, et qui permet d'arrêter n'importe qui, n'importe où, même sans motif. La loi a été adoptée.**

En juin, le Parlement français a adopté une autre loi qui punit sévèrement quiconque dit ou écrit quoi que ce soit qui puisse être considéré comme un « discours de haine ». La loi est si vague qu'un juriste américain, Jonathan Turley, s'est senti obligé de réagir. « La France », a-t-il écrit, « est devenue l'une des plus grandes menaces internationales contre la liberté d'expression ».

Macron est beaucoup moins autoritaire lorsqu'il a affaire à des anarchistes violents. Lorsqu'il a affaire à de jeunes Arabes et à des immigrants clandestins, il fait preuve de faiblesse.

Il sait ce que l'ancien Ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a dit en novembre 2018, lorsqu'il a démissionné du gouvernement:

« *Des communautés en France s'affrontent de plus en plus et ça devient très violent… Nous vivons côte à côte, je crains que demain nous ne vivions face à face*« .
Macron sait également ce que l'ancien Président François Hollande a déclaréaprès la fin de son mandat : « *C'est ça qui est en train de se produire: la partition ».*

Macron sait que la partition de la France existe d'ores et déjà. Arabes et Africains, pour la plupart, vivent en France à l'écart du reste de la population dans des zones de non droit au sein desquelles la présence de non-Arabes et de non-Africains est de moins en moins acceptée. Ils ne se définissent pas comme français, sauf lorsqu'ils disent que la France leur appartiendra bientôt. Des enquêtes montrent que nombre d'entre eux sont remplis d'un profond rejet de la France et de la civilisation occidentale. Un nombre croissant d'entre eux placent leur religion au-dessus de leur citoyenneté. Beaucoup sont radicalisés et prêts à se battre.

Macron, lui, ne semble pas vouloir se battre. Il choisit l'apaisement. Il poursuit résolument ses projets

d’institutionnalisation de l’islam en France. **L’Association musulmane pour l’islam de France (AMIF) a été créée il y a trois mois. Une de ses branches s’occupera de l’expansion culturelle de l’islam et prendra en charge la lutte contre le « racisme anti-musulman ».** Une autre branche sera responsable des programmes de formation des imams et de la construction de mosquées. Cet automne, un « Conseil des imams de France » sera mis en place. **Les principaux dirigeants de l’AMIF sont (ou étaient jusqu’à une période récente) membres des Frères musulmans, un mouvement qualifié d’organisation terroriste en Égypte, à Bahreïn, en Syrie, en Russie, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis – mais pas en France.**

.

Macron connaît les données démographiques. Elles montrent que la population musulmane en France augmentera considérablement dans les années à venir. (L’économiste Charles Gave a écrit récemment qu’en 2057, la France aura sans doute une majorité musulmane). **Macron sait qu’il sera bientôt impossible à quiconque d’être élu président sans le vote des musulmans. Il agit en conséquence.**

.

Il voit sans doute que le mécontentement qui a donné naissance au mouvement « gilet jaune » est toujours là. Il semble penser que la répression suffira pour empêcher tout soulèvement ultérieur. Il ne fait donc rien pour remédier aux causes du mécontentement.

Le mouvement des « gilets jaunes » est né d’une révolte contre des taxes supplémentaires sur les carburants et contre des mesures gouvernementales excessives contre les automobilistes: limitations de vitesse abaissées à 80 km/hsur la plupart des routes – accroissement du nombre de radars de contrôle de vitesse; forte augmentation du tarif des contraventions, complexification et augmentation du prix des contrôles techniques des véhicules. Les taxes françaises sur les

carburants ont récemment augmenté à nouveau, et sont aujourd'hui les plus élevées d'Europe (70% du prix payé à la pompe). Les autres mesures prises contre les automobilistes sont toujours en vigueur et sont particulièrement lourdes pour les gens les plus pauvres. D'autant plus que ceux-ci ont ete chassés des banlieues par les immigrants et doivent en conséquence vivre plus loin de leur lieu de travail.

Macron n'a pris aucune décision qui soit à même de remédier à la situation économique désastreuse en France. Lors de son élection, les prélèvements obligatoires représentaient près de 50% du PIB. Les dépenses publiquesreprésentaient 57% du PIB (le plus élevé des pays développés). La dette du pays était proche de 100% du PIB.
Les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques sont aujourd'hui au même niveau et n'ont pas baissé. La dette du pays atteint désormais 100% du PIB. L'économie française ne crée pas d'emplois. La pauvreté reste très élevée: 14% de la population gagne moins de 855 euros par mois.
Macron ne prête aucune attention à l'effondrement culturel croissant qui marque le pays. Le système éducatif se délite. Un pourcentage croissant d'élèves finissent leurs années de lycée sans savoir écrire une phrase grammaticalement correcte, ce qui rend largement incompréhensible ce qu'ils écrivent. Le christianisme est en voie de disparition. Une part croissante des Français non musulmans ne se définissent plus comme chrétiens. L'incendie qui a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris était officiellement un « accident », mais Notre Dame n'a été que l'un des nombreux édifices religieux chrétiens du pays récemment ravagés. Chaque semaine, des églises subissent des actes de vandalisme – dans l'indifférence générale du public. Au cours du premier semestre de 2019, 22 églises ont été incendiées.

La préoccupation principale de Macron et du gouvernement

français ne semble pas être le risque d'émeutes, le mécontentement de la population, la disparition du christianisme, la situation économique désastreuse du pays, ou l'islamisation et ses conséquences. Elle est le « changement climatique ». Bien que la quantité d'émissions de dioxyde de carbone de la France soit infinitésimale (moins de 1% du total mondial), la priorité absolue de Macron est de lutter contre le « changement climatique induit par l'homme ».

La Suédoise Greta Thunberg, âgée de 16 ans, et néanmoins gourou de la « lutte pour le climat » en Europe – a récemment été invitée à l'Assemblée nationale française par des députés qui soutiennent Macron. Elle a prononcé un discours dans lequel elle a affirmé que la « destruction irréversible » de la planète s'enclencherait très bientôt. Elle a ajouté que les dirigeants politiques « ne sont pas assez matures » et ont besoin des leçons des enfants. Les députés qui soutiennent Macron ont applaudi chaleureusement. Elle a reçu un prix de la liberté, qui vient d'être créé, et qui sera remis chaque année à des personnes « qui se battent pour les valeurs de ceux qui ont débarqué en Normandie en 1944 pour libérer l'Europe ». Il est raisonnable de supposer qu'aucun de ceux qui ont débarqué en Normandie en 1944 ne pensait se battre pour « sauver le climat ». Macron et les parlementaires qui le soutiennent ne semblent pas se préoccuper de ce genre de détails.

Macron et le gouvernement français semblent également ne pas s'inquiéter du fait que les Juifs – confrontés à la montée de l'antisémitisme et légitimement inquiets de décisions de justice imprégnées d'un esprit de soumission à un islam violent – continuent à fuir la France.

Kobili Traoré, l'homme qui a assassiné Sarah Halimi en 2017 en scandant des sourates du Coran et en criant que les Juifs sont Sheitan (en arabe: « Satan ») a été déclaré non coupable. Traoré ayant fumé du cannabis avant

le meurtre, les juges ont décidé qu'il n'était pas responsable de ses actes. Traoré sera sans doute bientôt libéré de prison. Que se passera-t-il s'il fume à nouveau du cannabis?

Quelques semaines après le meurtre de Sarah Halimi, trois membres d'une famille juive ont été agressés, torturés et retenus en otages chez eux par un groupe de cinq hommes qui ont affirmé que « les Juifs ont de l'argent » et que « les Juifs doivent payer ». Ces hommes ont été arrêtés. Ils sont musulmans. Le juge qui les a mis en examen a annoncé que leurs actions n'étaient « pas antisémites ».

Le 25 juillet 2019, l'équipe de football israélienne Maccabi Haifa devait participer à un match à Strasbourg, le gouvernement français a limité le nombre de supporters israéliens dans le stade à 600, pas un de plus. Un millier d'entre eux avaient acheté des billets d'avion pour venir en France assister au match. Le gouvernement français a également interdit la présence de drapeaux israéliens dans le stade, ou ailleurs dans la ville. Néanmoins, au nom de la « liberté d'expression », le ministère français de l'Intérieur a autorisé les manifestations anti-israéliennes devant le stade. Des drapeaux palestiniens et des banderoles portant la mention « Mort à Israël » étaient présents. La veille du match, dans un restaurant proche du stade, des Israéliens ont été violemment agressés. « *Alors que les manifestations appelant à boycotter Israël sont autorisées au nom de la liberté d'expression, les autorités interdisent aux supporters du Maccabi Haïfa d'afficher notre drapeau national. Un deux poids deux mesures inacceptable*« , a déclaré Aliza Ben Nun, ambassadeur d'Israël en France.

Voici quelques jours, un avion rempli de Juifs français quittant la France est arrivé en Israël. D'autres Juifs français suivront. Le départ des Juifs vers Israël implique des sacrifices: certains agents immobiliers français profitent du souhait de nombreuses familles juives de partir, et

achètent ou vendent des propriétés appartenant à des Juifs à un prix très inférieur à leur valeur marchande.

Macron restera président jusqu'en mai 2022. Plusieurs dirigeants de partis de centre-gauche (Parti socialiste) et de centre-droit (Les républicains) ont rejoint La République en marche, le parti qu'il a créé il y a deux ans. Le parti socialiste et Les républicains se sont effondrés. Le principal adversaire de Macron en 2022 devrait être le même qu'en 2017: Marine Le Pen, présidente du mouvement populiste Rassemblement National.

Bien que Macron soit largement impopulaire et détesté, il utilisera probablement les mêmes slogans qu'en 2017: il dira qu'il est le dernier rempart face au « fascisme » et au risque du « chaos ». Il a de fortes chances d'être réélu. Quiconque lit le programme politique du Rassemblement national peut voir que Marine Le Pen n'est pas fasciste. Quiconque examine la situation en France peut se demander si la France n'a pas déjà commencé à sombrer dans le chaos.

La triste situation qui règne en France n'est pas si différente de celle de nombreux autres pays européens. Il y a quelques semaines, un cardinal africain, Robert Sarah, a publié un livre intitulé *Le soir approche et déjà le jour baisse.* » À la racine de l'effondrement de l'Occident », écrit-il, « il y a une crise culturelle et identitaire. « *L'Occident ne sait plus qui il est, parce qu'il ne sait plus et ne veut pas savoir qui l'a façonné, qui l'a constitué,* tel qu'il a été et tel qu'il est. (…) Cette auto-asphyxie conduit naturellement à une décadence qui ouvre la voie à de nouvelles civilisations barbares. «

C'est une description exacte de ce qui se passe en France – et en Europe.
https://fr.gatestoneinstitute.org/14703/france-enfonce-chaos